



Des logements destinés aux classes moyennes les plus aisées sont érigés face aux communautés vivant dans la précarité des bidonvilles de Lucknow, en Inde. Photo : Tom Pietrasik/Oxfam

EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS EXTRÊMES

Confiscation politique et inégalités économiques

En novembre 2013, le Forum économique mondial a publié son rapport « Outlook on the Global Agenda 2014 ¹ » dans lequel il classe les disparités de revenus grandissantes au deuxième rang des plus grands risques pour les 12-18 prochains mois. D'après les personnes interrogées, les inégalités affectent la stabilité sociale au sein des pays et menacent la sécurité dans le monde. Oxfam partage leur analyse et appelle les participants du Forum économique mondial de cette année à prendre les engagements nécessaires pour contrecarrer la montée ininterrompue des inégalités.

Un certain degré d'inégalité économique est nécessaire pour le progrès et la croissance, rétribuant ceux qui ont du talent, des compétences durement acquises, l'ambition d'innover et d'entreprendre. Toutefois, la concentration extrême des richesses observée actuellement menace de priver des centaines de millions de personnes des fruits de leur talent et de leur travail.

Les inégalités économiques extrêmes sont néfastes et inquiétantes à plus d'un titre : elles sont moralement contestables, peuvent avoir des conséquences négatives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté et peuvent exacerber les problèmes sociaux. Elles aggravent d'autres inégalités, comme celles entre les hommes et les femmes. Dans de nombreux pays, les inégalités économiques extrêmes sont d'autant plus inquiétantes que la concentration des richesses entraîne de fortes inégalités de la représentation politique. Lorsque les plus riches confisquent les politiques gouvernementales, les règles sont biaisées en leur faveur et souvent au détriment du reste de la population. Cela conduit notamment à l'érosion de la gouvernance démocratique, à l'ébranlement de la cohésion sociale et à la disparition des opportunités égales pour tous. À défaut de solutions politiques courageuses pour réduire l'influence de la richesse sur la politique, les États serviront les intérêts des plus riches, tandis que les inégalités politiques et économiques continueront de se creuser. Selon la célèbre expression de Louis Brandeis, juge à la Cour suprême des États-Unis : « Nous pouvons ou bien avoir la démocratie, ou bien avoir de grandes richesses concentrées aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois ».

Oxfam s'inquiète des effets potentiellement irréversibles si rien n'est fait, conduisant à une « confiscation des opportunités » puisque que les taux d'imposition les plus bas, la meilleure éducation et les meilleurs soins de santé seront réservés aux enfants des plus riches, créant ainsi une dynamique et des cycles d'avantages qui s'amplifient mutuellement et se transmettent de génération en génération.

Étant donné l'ampleur de la concentration grandissante des richesses, la confiscation des opportunités et la représentation politique inégale constituent une tendance forte et inquiétante. Par exemple :

- Près de la moitié des richesses mondiales sont maintenant détenues par seulement 1 % de la population².
- La richesse des 1 % les plus riches s'élève à 110 trillions de dollars. C'est 65 fois la richesse totale de la moitié la moins riche de la population mondiale³.
- La moitié la moins riche de la population mondiale possède la même richesse que les 85 personnes les plus riches du monde⁴.
- Sept personnes sur dix vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années⁵.
- Les 1 % les plus riches ont augmenté leur part de revenu dans 24 des 26 pays pour lesquels nous disposons des données entre 1980 et 2012⁶.
- Aux États-Unis, les 1 % les plus riches ont confisqué 95 % de la croissance post-crise financière depuis 2009, tandis que les 90 % les moins riches se sont appauvris⁷.

La concentration massive des ressources économiques dans les mains de toujours moins de personnes constitue une réelle menace pour les systèmes économiques et sociaux inclusifs. Au lieu d'avancer ensemble, nous voyons les inégalités se creuser en matière de pouvoir économique et politique, ce qui exacerbe inévitablement les tensions sociales et accroît le risque d'éclatement de la société.

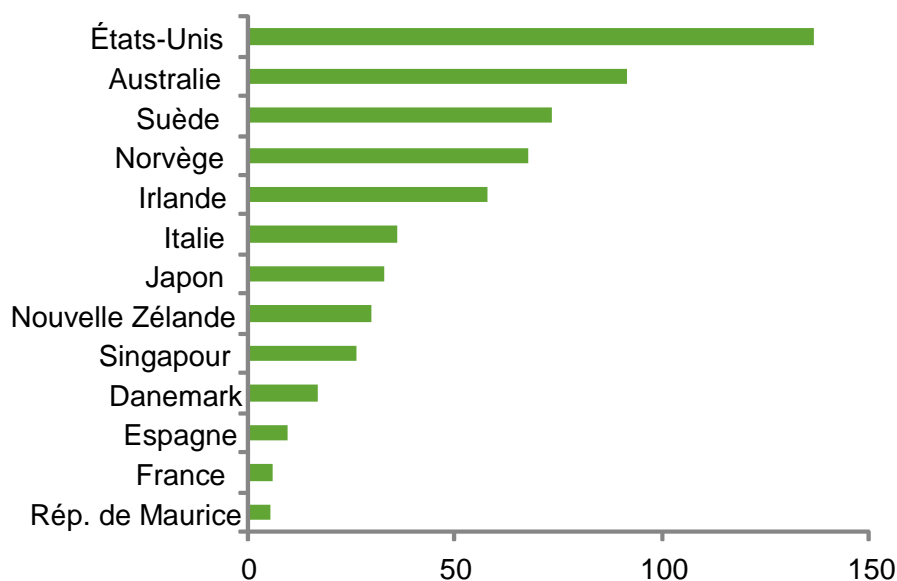
Les sondages réalisés par Oxfam à travers le monde relatent l'idée largement répandue selon laquelle les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé qu'une majorité de la population pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches (en Espagne, 8 personnes sur 10 étaient d'accord avec cette affirmation). D'après un autre récent sondage Oxfam auprès de personnes à bas revenus aux États-Unis, 65 % d'entre elles sont convaincues que le Congrès adopte des lois qui bénéficient surtout aux riches.

L'impact de la confiscation politique est frappant. Les pays riches comme les pays pauvres sont touchés. Le présent document revient sur la déréglementation financière, les systèmes fiscaux biaisés, les règles facilitant la fraude fiscale, les mesures d'austérité, les politiques largement défavorables aux femmes et la confiscation des recettes issues du pétrole et de l'extraction minière. Les cas brièvement exposés visent à illustrer la manière dont la confiscation politique produit des richesses illégitimes, perpétuant les inégalités économiques.

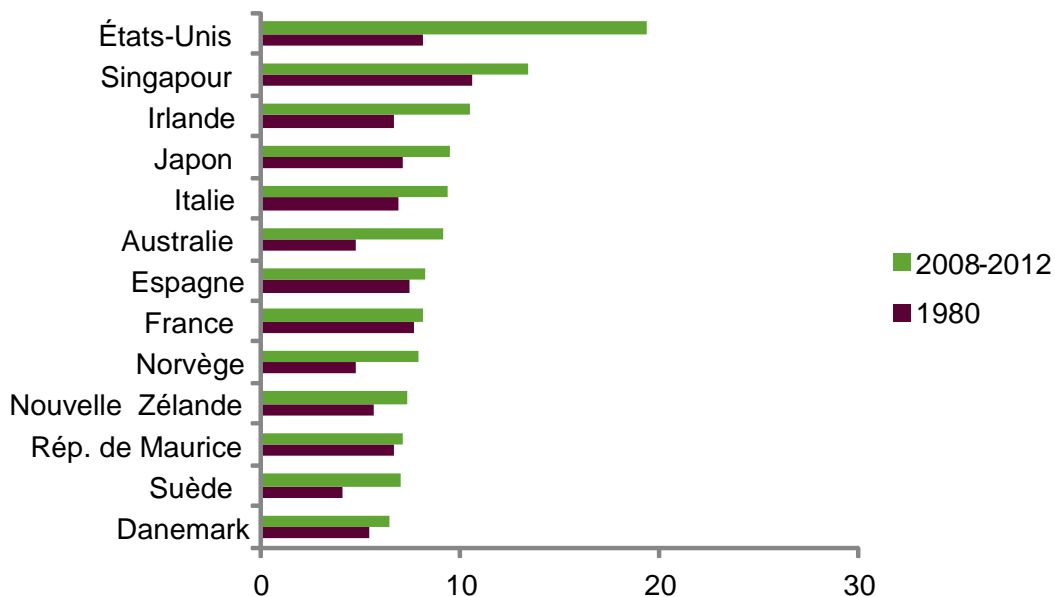
Il est possible de renverser cette dangereuse tendance. Il existe heureusement des exemples indéniables de succès, aussi bien par le passé qu'actuellement. Durant les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'Europe ont réduit les inégalités tout en connaissant croissance et prospérité. L'Amérique latine a considérablement réduit les inégalités ces dix dernières années par le biais d'une fiscalité plus progressive, de services publics, de la protection sociale et du travail décent. La clé de ces progrès réside dans des politiques populaires représentant la majorité, plutôt que d'être confisquées par une infime minorité. Cela a profité à tous, riches comme pauvres.

Graphique 1

Part des revenus nationaux allant aux 1 % les plus riches, 1980 - 2012



Augmentation en pourcentage de la part de revenus des 1 % les plus riches



Source : F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez, (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>. Inclut uniquement les pays avec des données en 1980 et après 2008.

RECOMMANDATIONS

Les personnes réunies à Davos dans le cadre du Forum économique mondial ont le pouvoir d'inverser la progression galopante des inégalités. Oxfam les appelle à s'engager à :

- ne pas contourner la fiscalité dans leur propre pays ou dans des pays où ils investissent et opèrent en tirant parti des paradis fiscaux ;
- ne pas utiliser leur richesse économique pour obtenir des faveurs politiques allant à l'encontre de la volonté démocratique de leurs concitoyens ;
- soutenir une fiscalité progressive sur les richesses et les revenus ;
- déclarer tous les investissements dans les entreprises et fiducies dont ils sont les bénéficiaires effectifs ultimes ;
- encourager les États à utiliser leurs recettes fiscales pour financer une couverture universelle en matière de soins de santé, d'éducation et de protection sociale des citoyens ;
- défendre un salaire minimum vital dans toutes les sociétés qu'ils détiennent ou contrôlent ;
- inviter les autres élites économiques à les rejoindre dans ces engagements.

Oxfam a recommandé des politiques dans différents contextes afin de renforcer la représentation politique des classes inférieures et moyennes, pour une plus grande équité. Ces politiques incluent :

- un objectif global de mettre fin aux inégalités économiques extrêmes dans tous les pays. Ce point doit être un élément clé du cadre post-2015, y compris la surveillance constante de la part des richesses allant aux 1 % les plus riches dans chaque pays ;
- une plus grande régulation des marchés pour promouvoir une croissance équitable et durable ; et
- des mesures pour juguler la capacité des plus riches à influencer sur les processus et les politiques servant leurs intérêts.

Les politiques nécessaires pour inverser les inégalités économiques croissantes doivent être combinées de manière spécifique selon le contexte national de chaque pays. Néanmoins, les pays développés ou en développement parvenus à réduire les inégalités économiques partagent plusieurs points de départ communs, notamment :

- Répression plus sévère du secret financier et de la fraude fiscale ;
- Transferts redistributifs et renforcement des programmes de protection sociale ;
- Investissement dans l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation ;
- Fiscalité progressive ;
- Renforcement des salaires planchers et des droits des travailleurs ;
- Suppression des obstacles à l'égalité des droits et des opportunités pour les femmes.

NOTES

- 1 Forum économique mondial (2014), « Outlook on the Global Agenda 2014 », Genève : Forum économique mondial.
- 2 Crédit Suisse (2013), « Global Wealth Report 2013 », Zurich : Crédit Suisse. <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=BCDB1364-A105-0560-1332EC9100FF5C83> et classement Forbes des milliardaires dans le monde (dernière visite le 16 décembre 2013) <http://www.forbes.com/billionaires/list/>
- 3 Calculé d'après les informations du Crédit Suisse, op. cit. La richesse totale s'élève à 240,8 trillions de dollars. La part des richesses de la moitié inférieure de la population est de 0,71 % ; celles des 1 % les plus riches représentent 46 % du total (pour un montant de 110 trillions de dollars).
- 4 Crédit Suisse, op. cit
- 5 The World Top Incomes Database. <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>
- 6 Dans certains cas à partir d'une base très faible. Les pays affichant une augmentation de moins de 10 % sont la République de Maurice et la France.
- 7 E. Saez (2013), « Striking it Richer: The Evolution of Top Incomes in the United States (updated with 2012 preliminary estimates) », Berkeley: University of California, Department of Economics. <http://elsa.berkeley.edu/~saez/saez-USstopincomes-2012.pdf> et The World Top Incomes Database. <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>

© Oxfam International janvier 2014

Ce document a été rédigé par Ricardo Fuentes-Nieva et Nick Galasso. Oxfam remercie Natalia Alonso, Ana Arendar, Teresa Caverro, Anna Coryndon, Kimberly Pfeifer et Max Lawson pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-543-2 en janvier 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org